

## MACHISME ET POLITIQUE ÉNERGÉTIQUE

Hélène Connor : HELIO International



Alors que l'importance des valeurs dites "féminines" est enfin reconnue dans la plupart des domaines, comment se fait-il qu'elles restent encore lettre morte dans le secteur de l'énergie ? Et que, plus que jamais, on veuille développer des méga-projets risqués et insensés dans tous les sens du terme : le pipeline des sables bitumineux du Canada aux Etats-Unis, un nouveau barrage Inga en RDC voué à l'exportation, des centrales nucléaires EPR quasi-impossibles à construire, ITER et une fusion que l'on annonce viable dans cinquante ans depuis les années soixante... et tant d'autres initiatives qui déracinent des populations entières parfois moins bien traitées que du bétail.

Ces projets machistes sont d'autant plus délirants que la crise financière, la dérive climatique et les catastrophes naturelles récurrentes risquent de les rendre redondants et en font déjà de véritables bombes écologiques à retardement. Entrepris souvent sans véritables consultations, ni études de viabilité à long terme, certains de ces projets énergétiques risquent de ruiner non seulement des économies chancelantes, mais également le fragile équilibre écologique dont nous dépendons et dont bien peu semblent se soucier sincèrement...

Comment les décideurs énergétiques en place peuvent-ils négliger plus longtemps la mise en œuvre de voies énergétiques douces explorées dès les années soixante-dix par les chercheurs scandinaves et les écologistes spécialisés en énergie. Seules de telles approches pragmatiques et flexibles, présentées maintenant par les scénarii "négawatt", peuvent nous permettre d'envisager un avenir vivable pour nous et ceux qui nous suivront. Qui peut encore le nier ?

Les politiques énergétiques traditionnelles ont fait leur temps : leurs tractations brutales et inconsidérées ont créé trop de déséquilibres mondiaux pour qu'elles puissent encore prétendre à quelque légitimité que ce soit. Finissons-en avec ce machisme féodal. C'est aux populations pillées et bafouées qu'il appartient de lui intimer de « débarquer ». Mais quand et comment le diront-elles puisque parfois les décideurs ne sont même pas élus, restent le plus souvent dans l'ombre ou s'affublent du masque du "développement durable" ?

C'est sans doute là que se situe le devoir de solidarité nord-sud et est-ouest entre ONG et membres informés de la société civile mondiale. Cette solidarité commence à s'organiser grâce aux réseaux associatifs et à internet. A chacun de jouer... et sans complexes : il y a urgence !

### DANS CETTE PUBLICATION :

**MACHISME ET POLITIQUE ÉNERGÉTIQUE** 1

**EN RÉPONSE À LA "DEMANDE RÉPRIMÉE"** 1

**CENTRE DE DOCUMENTATION** 2

**RIO +20** 2

**CONCENTRÉ D'INFOS** 3

**SUIVI DES PROJETS** 6

**HELIO PARTICIPE...** 7

## EN RÉPONSE À LA « DEMANDE RÉPRIMÉE » GRÂCE AU MÉCANISME DE DÉVELOPPEMENT PROPRE

Steve Thorne : SouthSouthNorth, Le Cap, Afrique du Sud.



Le manque d'accès à des services énergétiques modernes est une sérieuse entrave au développement économique et social et l'on doit y remédier afin d'espérer atteindre les Objectifs de Développement du Millénaire (ODM). Les données statistiques présentent à elles seules une image saisissante du présent :

- 884 millions de personnes n'ont pas accès à l'eau potable.

- Le manque d'accès à l'eau potable tue chaque année plus d'enfants que le SIDA, le paludisme et la rougeole réunis. <sup>(1)</sup>
- 2,6 milliards de personnes n'ont pas accès à des conditions sanitaires de base. <sup>(2)</sup>
- 1,4 milliard de personnes n'ont pas accès à l'électricité dans le monde. <sup>(3)</sup>
- 2.7 milliards de personnes cuisinent avec la biomasse traditionnelle. <sup>(4)</sup>

L'éradication de la pauvreté énergétique est nécessaire à

## CENTRE DE DOCUMENTATION

Cela a toujours fait partie des souhaits d'HELIO de disposer d'un centre de documentation où chercheurs, étudiants ou néophytes pourraient consulter des documents mis à leur disposition par l'association.

En juillet 2011, toute la documentation d'HELIO a été déplacée dans les locaux de l'organisation WISE-Paris située au 31-33 rue Colonie dans le 13<sup>ème</sup> arrondissement de la capitale. Ils sont à la disposition des intéressés sur l'une des étagères de la salle de conférence et sont pour le moment classés en sept catégories (éventuellement des sous-catégories seront ensuite définies).

Les documents sont divers : rapports publiés par des institutions nationales ou internationales, notes de conférences, livres, magazines, etc. L'information qu'on y trouve est variée et nous vous recommandons fortement d'y avoir recours.

### Les Catégories

- Politiques Énergétiques
- Efficacité Énergétique
- Développement
- Gouvernance
- Énergies Renouvelables
- Climat
- Méthodologies-Indicateurs



Gauche à droite: Damien Ollivry, Francine Tremblay, Anne Druesne.

## RIO 20 ANS APRÈS LA CONFÉRENCE DE RIO EN 1992



RIO 2012  
United Nations  
Conference on  
Sustainable  
Development

L'enjeu de cette conférence internationale n'est pourtant pas de fêter et faire le bilan des 20 années écoulées, mais bien de poser les bases nécessaires pour les années à venir. Il a été proposé aux pays de réfléchir autour de deux thèmes: économie verte et réduction de la pauvreté

d'une part, et gouvernance mondiale de l'environnement de l'autre. L'instauration d'une Organisation Mondiale de l'Environnement est aujourd'hui la position soutenue par le gouvernement français. Les ONG quant à elles rappellent que cette position ne devrait pas éclipser un certain nombre d'autres dossiers. En effet, au même titre que pour les accords de Kyoto sur le climat (valables juridiquement jusqu'en 2012) se joue à Rio un enjeu crucial : celui de mettre d'adresser un certain nombre de dysfonctionnements globaux. Et les sujets sont nombreux. On pourrait y lister notamment les Accords Multilatéraux sur l'Environnement (AME), la réglementation pour une agriculture durable, l'accélération des efforts dans le cadre de la transition énergétique, la protection des océans, ou la participation de la société civile aux instances décisionnelles internationales...

Or, le calendrier d'ici Rio est serré pour identifier des positions de négociation individuelles ou collectives: après Bonn dernièrement, la conférence de Durban, les travaux du G8, du G20, la remise de rapports attendus comme celui de Bill Gate ou de David Cameron,...tous ces événements constituent des opportunités mais aussi des incertitudes, des événements à partir desquels d'aucuns pourraient prédire les échecs ou réussites de Rio, sans parler du calendrier des élections de certains grands

pays négociateurs qui n'est pas toujours des plus favorables.

Le collectif français Rio+20 auquel participe HELIO international a travaillé cette année à l'écriture d'une position commune entre les ONG françaises. Ce document\* présenté à Bonn par l'association 4D constitue un des rares documents écrit collectivement dans la perspective de Rio+20. La position des ONG y a consisté justement à rappeler la nécessité de faire émerger un état d'esprit semblable à celui qui préexistait en 1992: une vision commune sur l'état du monde aujourd'hui, qui puisse se traduire en une conscience collective et une volonté de changement de nos modes de fonctionnement, nos institutions, nos économies, et concrètement, par de nouveaux accords ou de nouveaux cycles de négociation. L'esprit de Rio soufflera-t-il sur 2012?

C'est dans cet esprit en tous cas qu'HELIO international s'y prépare. HELIO veut donc présenter à Rio un guide préparé avec l'Institut de l'Energie et de l'Environnement pour la Francophonie, pour assister les décideurs énergétiques dans l'élaborations de politiques climatiques favorisant l'écodéveloppement.

Pour accéder au travail du collectif Rio+20:

<http://collectif-france.rio20.net/2011/09/02/353/>

Prévenez-nous si vous vous rendez à Durban pour y assister aux réunions sur le climat (COP17). L'équipe d'HELIO sera présente la première semaine et nous serons heureux de vous y rencontrer. Envoyez-nous un email à : [helio@helio-international.org](mailto:helio@helio-international.org)

Nous espérons vous y voir !

## CONCENTRÉ D'INFOS

**Moving Planet**

Moving Planet est une initiative globale qui vise à promouvoir la fin des énergies fossiles. De nombreux événements ont eu lieu de part de monde dans la journée du 24 septembre afin d'inciter les gouvernements à revoir leurs politiques sur le changement climatique.

<http://moving-planet.org/fr>

**PIGGAREP**

PIGARREP est une association des îles du Pacifique pour la réduction des gaz à effet de serre grâce à la mise en place de projets impliquant des énergies renouvelables. Son but est de porter aux yeux du monde les engagements pris par ces petits pays et les résultats qu'ils parviennent à atteindre. Onze îles du Pacifique ont ainsi produit une série de documentaires qui seront bientôt disponibles sur :

<http://www.sprep.org/>

**L'augmentation des énergies renouvelables au niveau mondial continue en 2010**

Bonne nouvelle! Avec la situation actuelle de récession économique qui pousse à la suppression des mesures d'encouragement et les prix de plus en plus abordables du gaz naturel, on pouvait penser que la part des énergies renouvelables dans le paquet énergétique aurait pu baisser. Rien de cela : le récent rapport de *REN21 Renewables 2011 Global Status* montre qu'au contraire la part des énergies renouvelables n'a cessé d'augmen-

ter. Si bien qu'elle constitue maintenant un quart de la production mondiale.

Afin de visionner le rapport complet, rendez-vous sur le site de REN21 : [www.ren21.net](http://www.ren21.net)

**La convergence de l'égalité des sexes et de l'équilibre énergétique**

*Mother Pelican* a récemment mit en ligne un article soulignant la nécessaire équilibration des genres afin d'atteindre les objectifs d'équilibre énergétiques. En effet, ce journal interdisciplinaire stipule que la transition des énergies fossiles aux énergies propres ne se fera de manière civilisée seulement si l'équilibre des sexes est assuré et que les pratiques patriarcales sont affaiblies.

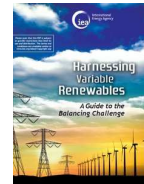
Pour l'accès à l'article complet, suivez ce lien:

<http://www.pelicanweb.org/solisustv07n09page1.html>

**La promotion de source d'énergie nouvelle et renouvelable**

Le rapport de l'assemblée générale de l'ONU, « Promotion des sources d'énergies nouvelles et renouvelables », nous sensibilise aux défis énergétiques mondiaux et établit un rapport aux effets que le développement de ces premières produiraient. Une évaluation des réductions des coûts de technologie et des tendances du marché en fonction du temps corrobore ces avancements sur le plan développemental, les endroits ruraux sont parmi ceux qui en bénéficient. En ordonnant les approches internationales, le rapport introduit de nouvelles initiatives d'investissement, de scénarios d'énergie renouvelable et des efforts nationales majeures.

[http://www.un.org/esa/dsd/resources/res\\_pdfs/ga-66/SG%20report\\_Promotion\\_new\\_renewable\\_energy.pdf](http://www.un.org/esa/dsd/resources/res_pdfs/ga-66/SG%20report_Promotion_new_renewable_energy.pdf)

**Exploiter les différentes énergies renouvelables: un guide sur le défi d'équilibrage actuel**

Ecrit par des décideurs politiques, ce livre considère la façon de gérer les systèmes d'énergies dont une majeure partie est constituée de plusieurs sources d'énergies renouvelables. Les systèmes énergétiques sont habitués à gérer les incertitudes de marché, telle que la fluctuation de la demande. Parce que l'énergie fournie par certaines sources d'énergies renouvelables (vent, solaire, vagues) peut varier en fonction des conditions météorologiques, une plus grande part d'énergies renouvelables dans le mix peut créer une certaine incertitude au niveau de la production. Cette incertitude peut être atténuée en travaillant avec d'autres ressources plus flexibles qui pourraient accuser une baisse ou une hausse de la demande en peu de temps afin de couvrir les variations de production des énergies renouvelables. L'Agence Internationale de l'Energie (AIE) a conçu une nouvelle approche étape par étape d'évaluation de la flexibilité des systèmes énergétiques, qui repère les ressources déjà présentes qui pourraient aider à relever le double défi de la variabilité et de l'incertitude. Dans cette étude, l'AIE applique cette méthodologie à 8 études de cas de régions et trouve que toutes les régions ont déjà les capacités techniques pour équilibrer de grande parts d'énergies renouvelables dans le mix énergétique. Néanmoins, l'étude souligne le besoin d'investissement forts et rapides dans le réseau d'infrastructures et de personnels qualifiés ainsi que dans l'amélioration des mécanismes de marché afin de soutenir les capacités techniques déjà existantes et de s'assurer du maintien d'un équilibrage efficace des sources d'énergies.

Pour plus d'informations, veuillez consulter :

[http://www.iea.org/publications/free\\_new\\_Desc.asp?PUBS\\_ID=2403](http://www.iea.org/publications/free_new_Desc.asp?PUBS_ID=2403)

## CONCENTRÉ D'INFOS



Fondazione  
Eni  
Enrico Mattei

Les scénarios d'accès à l'énergie  
jusqu'à 2030 pour la région sub-  
saharienne africaine

Dans son rapport, FEEM présente plusieurs scénarios énergétiques allant jusqu'à 2030 pour la région subsaharienne qui sont à la fois simples et transparents. Au lieu d'une croissance de la capacité des générations seulement multipliée par trois comme planifiée généralement, FEEM prédit qu'une croissance multipliée par dix serait nécessaire pour répondre aux besoins d'accès total à l'énergie dans la région d'ici à 2030. Cela conviendrait donc d'une croissance moyenne annuelle de 13% au lieu de 1,7%; taux auquel stagne la région depuis deux décennies.

Pour lire le rapport complet, cliquez sur ce lien : <http://www.feem.it/userfiles/attach/2011912934264NDL2011-068.pdf>

## Quel est le prix réel du charbon ?

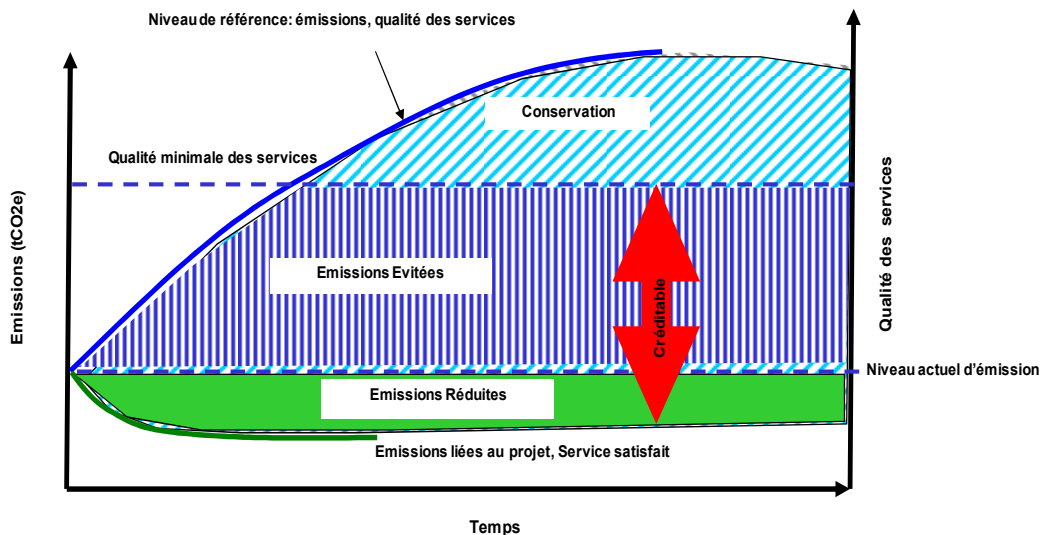
Paul Epstein, du Centre de Recherche pour la Santé et l'Environnement (Harvard) a mené une étude visant à déterminer le juste prix du charbon. Les effets secondaires de cette technologie (principalement sur la santé) sont en effet supportés par les populations. En prenant en compte le cycle de vie du charbon, le groupe d'expert arrive à la conclusion que le coût d'un kWh produit à partir du charbon devrait être doublé voire triplé.

Un résumé du rapport :

<http://www.grist.org/article/2011-02-16-what-is-coals-true-cost>

## EN RÉPONSE À LA « DEMANDE RÉPRIMÉE » (SUITE)

## Les émissions liées à la "demande réprimée"



Graph: Matt Spannagle, UNDP

l'élimination de la pauvreté en général.<sup>(5,6)</sup> Cependant dans les pays et les communautés pauvres, les ménages sont moins demandeurs de ces services car ils n'ont pas les moyens d'y accéder. La demande est « réprimée » (ou « non exprimée ») à cause de la pauvreté, des contraintes budgétaires ou du manque d'infrastructures. Or, tant que ce besoin de base (l'accès à l'énergie) n'est pas satisfait, aucun développement viable ne peut être envisagé.

L'un des moyens de répondre à cette « demande réprimée » est le Mécanisme de Développement Propre (MDP). Les projets

MDP ont un objectif double de réduction des émissions et de contribution aux objectifs d'écodéveloppement. Cependant les projets MDP ne peuvent bénéficier aux milliards de personnes qui n'ont toujours pas accès à certains services de base, en particulier ceux de l'énergie et de l'eau potable. Bien que plusieurs facteurs entrent en ligne de compte pour expliquer ces manquements, l'un des obstacles majeur est que les règles actuelles ont été élaborées à partir des niveaux historiques d'émission de gaz carbonique. Dans les pays les moins avancés (PMA) et les pays à revenu intermédiaire (PRI), les niveaux historiquement bas

## EN RÉPONSE À LA « DEMANDE RÉPRIMÉE » (SUITE)

d'émissions ne permettent pas de bénéficier de crédits de réduction d'émission qui soient significatifs. Dans de nombreuses régions pauvres la demande latente pour l'énergie (ainsi que pour d'autres services) est négligée puisque seuls sont considérés les niveaux passés d'émissions. Ces niveaux étant très faibles (relativement aux pays plus riches) il en résulte que les crédits de réduction des émissions sont eux-mêmes très faibles et que le revenu global tiré de la finance carbone a dès lors un impact négligeable.

Paradoxalement les PMA et PRI bénéficieraient des MDP pour diminuer leurs émissions si elles avaient eu un passé plus consommateur d'énergies fossiles. Cela signifie que ces pays devraient d'abord passer par un développement conséquent en énergies fossiles pour ensuite bénéficier des avantages du MDP. Or mettre en place des services de piètre qualité en vue de bénéficier de ces crédits n'est pas vraiment dans la philosophie même du MDP et ne correspond pas aux objectifs de développement recherchés.

En incluant la "demande réprimée" dans la méthodologie des projets MDP, on réglerait ce dysfonctionnement. On prendrait alors en compte un niveau « prévisible » d'émissions et les PMA et PRI pourraient bénéficier des crédits des MDP tout en évitant les émissions supplémentaires inutiles et en les aidant à faire un pas en avant vers des technologies propres et un développement viable.

L'augmentation future d'émissions anthropiques (c'est-à-dire dues à l'homme) au dessus de leur niveau actuel doit prendre en compte les faits suivants dans la détermination des principes du MDP :

- Il n'existait préalablement aucun service (énergétique ou autre) capable de répondre aux besoins humains de base ;
- Le service préalablement existant ne répondait pas aux besoins humains de base ;
- Le service présent fonctionne grâce à des sources énergétiques qui n'émettent pas de gaz carbonique.

L'inclusion de la "demande réprimée" dans le processus d'octroi de crédits des projets MDP peut :

1. Donner accès aux services énergétiques tout en décarbonisant et en évitant les énergies fossiles ;
2. Améliorer la répartition régionale des projets MDP ;
3. Augmenter la pertinence du MDP auprès des milliards d'êtres humains qui vivent dans des conditions de pauvreté énergétique et qui n'ont pas accès aux services de base ;
4. Réduire les coûts de transaction en réduisant les coûts liés aux contrôles

Lors de sa 62<sup>ème</sup> réunion (7) le Conseil d'administration du MDP a approuvé un standard de "demande réprimée" et a mandaté le Secrétariat pour préparer un plan d'action en vue de son application. Ce standard permet de prendre en compte l'impact carbone d'un certain type de "demande réprimée" pour laquelle on reconnaît que les services de base font défaut.

Pour plus d'information sur ces travaux, veuillez contacter Steve Thorne : [steve@southsouthnorth.org](mailto:steve@southsouthnorth.org) ou William Battye [w.battye@geres.eu](mailto:w.battye@geres.eu).

Nous nous devons de traiter les problèmes liés aux émissions dans les pays en développement sans pour autant étouffer les objectifs légitimes de développement en cours dans ces pays. Ceci requiert, de la part des gouvernements nationaux, une approche macro qui aille de l'amont vers l'aval pour éviter les émissions ET une approche micro de l'aval vers l'amont qui allie la « demande réprimée » et les « émissions évitées ». Il ne doit pas y avoir d'incohérence entre la logique des politiques des PMA et les pré-requis énergétiques nécessaires au développement.

*Matt Spannagle, Technical Manager,  
MDG Carbon Facility, UNDP.*

(1) UN 2010: <http://www.un.org/News/Press/docs/2010/ga10967.doc.htm> UNGA. Sixty-fourth General Assembly Plenary 108<sup>th</sup> Meeting (AM)

(2) bid

(3) IEA – World Energy Outlook 2010: [http://www.worldenergyoutlook.org/docs/weo2010/weo2010\\_poverty.pdf](http://www.worldenergyoutlook.org/docs/weo2010/weo2010_poverty.pdf)

(4) Ibid

(5) AGEC 2010: Energy for a sustainable future: The Secretary General's advisory group on energy and climate.

(6) Ceci est également soutenu par les Nations Unies à travers les objectifs universels d'accès à l'énergie en 2030.

(7) Le rapport complet est disponible à l'adresse suivante : <http://cdm.unfccc.int/EB/index.html>

(8) Pour tout complément lire *CDM Watch Newsletter • Issue 16 • Sept 2011 • page 11*. Cet article fait part des questions soulevées à propos des MDP et de la « demande supprimée ». Il se termine par une série de recommandations pour s'assurer que les approches de « demande supprimée » répondent correctement au double mandat des MDP, à savoir prendre en compte les circonstances atténuantes et les bénéfices du développement tout en veillant à ce que ces mêmes projets ne remplacent ou n'inhibent d'autres projets en cours pour le développement. Le bulletin se trouve à l'adresse suivante : [http://www.cdm-watch.org/wordpress/wp-content/uploads/2011/09/newsletter\\_cdmwatch\\_201109\\_small.pdf](http://www.cdm-watch.org/wordpress/wp-content/uploads/2011/09/newsletter_cdmwatch_201109_small.pdf)

## SUIVI DES PROJETS



### Traitement de l'information pour les politiques énergétiques et l'écodéveloppement—TIPEE

Les ateliers nationaux de TIPEE ont eu lieu au Togo et au Cameroun, du 6 au 12 octobre. L'équipe nationale de TIPEE s'est réunie avec des experts nationaux issus du gouvernement, du monde académique et de la société civile pour échanger de l'information ainsi que leurs expériences respectives afin de renforcer les différents rapports, par pays.

Les ateliers affichaient deux objectifs clefs. Le premier est d'affiner la recherche en détaillant, pour chaque rapport, les données utilisées, les indicateurs servant aux calculs et l'analyse qui peut en être faite. Le second objectif est de sensibiliser les experts à la méthodologie de TIPEE et d'illustrer comment elle peut être utilisée pour compléter leur travaux sur la vulnérabilité et l'adaptation.

Les échanges entre participants ont été très riches et, dans chacun des pays, les deux journées d'ateliers ont été très productives. Les liens ainsi tissés entre nouveaux collègues sont garants de la pérennité de la démarche TIPEE et tous les participants ont pu mieux saisir l'intérêt de cette méthodologie pour leurs travaux.

Les deux équipes de TIPEE sont maintenant en phase de finalisation de leurs rapports et les résultats seront résumés et présentés au CdP 17 à Durban. Vous trouverez plus d'informations à propos du projet TIPEE, de sa méthodologie et de ses indicateurs clefs à :

[www.helio-international.org/projects/TIPEE.cfm](http://www.helio-international.org/projects/TIPEE.cfm)

**TIPEE:** Une méthodologie comprise de 24 indicateurs qui permettent les analystes de calculer, évaluer dans quelle mesure leur gouvernement fournit aux citoyens des systèmes énergétiques accessibles, propres, abordables et efficaces. Cette approche permet aussi de mesurer ces mêmes politiques énergétiques contribuent aux objectifs de l'écodéveloppement.

### Resultats clés des ateliers

- √ Clarification de la méthodologie et la signification des indicateurs TIPEE
- √ Amélioration des analyses et de l'argumentation incluses dans le rapport
- √ Renforcement des liens entre les acteurs au sein de chaque pays
- √ Compréhension du rôle de TIPEE dans l'élaboration et le suivi de la politique



Équipe TIPEE Cameroun

De haut en bas et de gauche à droite : Blaise BIGNOM, Christiane Sidonie GOULEU, Sylvain DEFO, Cyrille NGOUANA KENGNE, Valerie NKUE.



Équipe TIPEE Togo

Gauche à droite: Gbaty Tiadja GBANDEY, M'ba Stéphane DJASSAH, Méry YAOU, Piya-Abalo Tahontan Didier BAMALI, Tcharabalo ABIYOU.



56, rue de Passy  
75016 Paris  
France  
Fax: + 33.1.42.24.86.33

#### La mission d'HELIO

Fondé en 1997, HELIO International est un réseau mondial d'experts reconnus dans le domaine de l'énergie et du développement, et qui a pour objectif d'identifier, d'évaluer, de mesurer et de présenter la contribution des systèmes et politiques énergétiques à l'écodéveloppement. Ces experts analysent également l'impact des changements climatiques sur les systèmes énergétiques et préparent des recommandations afin d'aider à climatiser les politiques énergétiques. Les experts d'HELIO ont pour mission de :

**Elaborer et développer des outils analytiques** destinés aux chercheurs, aux décideurs énergétiques et ONG du monde entier.

**Fournir un apport indépendant** à l'élaboration des politiques énergétiques et à l'exécution des projets d'écodéveloppement.

**Organiser des ateliers de formation** sur l'évaluation et le suivi des politiques énergétiques.

**Promouvoir la création et l'intégration de conseils d'usagers citoyens** dans le processus de prise de décision énergétique.

**Soutenir le travail d'autres réseaux internationaux associatifs** en fournissant l'expertise stratégique et en diffusant l'information par l'intermédiaire du réseau d'HELIO et de ses partenaires.

[www.helio-international.org](http://www.helio-international.org)

**MONITEUR INDÉPENDANT DES POLITIQUES ÉNERGÉTIQUES POUR L'ÉCODÉVELOPPEMENT**

#### ...HELIO PARTICIPE...



**L'accélération de l'économie verte dans le Minnesota et en France, 15 septembre, Minnesota, États-Unis.**

La Chambre de Commerce Franco-Américaine a organisé une conférence qui soulignait les innovations dites « durables » dans le Minnesota et en France pendant la visite de la délégation de la ville de Tours, la ville jumelle de Minneapolis. HELIO est invité comme l'un des participants. Les intervenants ont discuté des tendances dans le domaine de la conception des bâtiments intelligents et de la planification urbaine, ainsi que de plusieurs comparaisons des avantages liées à leurs politiques énergétiques nationales respectives.



**G20, 6-7 Octobre, Paris, France**

Le G20 se réunissait au Cercle national des Armées à Paris le Task Force on Financial

Integrity and Economic Development sur le thème "Tackling the shadow financial system: A working plan for the G20. Cette ONG internationale travaille avec certaines agences officielles pour débusquer le côté obscur de la finance internationale. En font partie entre autres : le Tax Justice Network, Christian Aid, Transparency International, Eurodad, Global Financial Integrity, SOMO. Comme ils ne traitent pas spécifiquement les dossiers énergie HELIO a contribué ses expertises dans ce domaine.

Pour info aller sur :

[www.financialtaskforce.org](http://www.financialtaskforce.org)

#### Autres Réunions

- Collectif RIO +20, 23 septembre, Paris, France.
- RAC Réunion Générale, 13 septembre, Paris, France.

#### Réunions à venir

- CAN-Europe AGM, 18-19 octobre, Bruxelles, Belgique.
- Conférence de haut niveau au sujet du développement, G20, octobre 21, Paris, France.
- Global Eco Forum, 24-26 octobre, Barcelone, Espagne.
- « Diplomatie de l'énergie », OIF, 21-25 novembre, Sofia, Bulgarie.
- UNFCCC COP 17, 28 novembre-9 décembre, Durban, Afrique du Sud.

---

#### Bulletin

**Concepteur :** Martin Roach

**Rédactrice :** Irène Beucler

**Rédactrice en chef :** Laura Williamson

**Contacteur :** [helio@helio-international.org](mailto:helio@helio-international.org)